



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral n° 65-2020-09-02-001
portant imposition de prescriptions de mise en demeure,
mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire,**

SAS RECYCLAGE ORGANIQUE MOBILE

Commune de BORDÈRES SUR L'ECHEZ

Le préfet des Hautes-Pyrénées

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L171.8, L. 511-1, L. 512-20, R. 512-9, R. 512-69 et R. 512-70 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Rodrigue FURCY en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

VU le décret du 30 janvier 2020 portant nomination de Mme Sibylle SAMOYAUULT en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 65-2020-08-25-004 du 25 août 2020 portant délégation de signature à Mme Sibylle SAMOYAUULT, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté ministériel du 05/12/2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises au régime de la déclaration,

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010004-02 du 4 janvier 2010 autorisant l'exploitation d'une plateforme de compostage de déchets verts ;

VU l'étude IDE de juin 2019 relative au dimensionnement des besoins en eau incendie du site pour l'exploitation de la plateforme de stockage ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 août 2020 établi suite à l'incendie survenu le 24 août 2020 et à la visite du site du 25 août 2020 ;

VU le projet transmis pour contradictoire à l'exploitant le 26 août 2020, et sa réponse en date du 28 août 2020 ;

CONSIDÉRANT qu'un incendie est survenu le 24 août 2020 au niveau de la zone de stockage de bois du site, et que l'inspection s'est rendue sur place le 25 août 2020 ;

CONSIDÉRANT que des non-conformités ont été identifiées concernant les moyens de défense incendie du site de la zone de stockage de bois à l'origine du sinistre, mais également au niveau de l'activité de compostage ;

CONSIDÉRANT l'étude IDE qui préconise un besoin en eau de 240 m³ pendant 2 heures pour l'exploitation de la plateforme de stockage de bois, et que cette ressource n'est actuellement pas disponible ;

CONSIDÉRANT que la défaillance des moyens de défense incendie du site a rendu difficile l'intervention des services d'incendie et de secours du site et aurait pu avoir des conséquences plus importantes quant à la propagation de l'incendie, notamment en portant atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ce départ de feu pourrait être lié à des opérations de broyage qui ont eu lieu en début de journée du 24 août 2020 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient en conséquence de faire usage de l'article L. 512-20 du code de l'environnement en suspendant tout nouvel apport de bois sur la plateforme de stockage ainsi que toute nouvelle opération de broyage jusqu'à la mise en conformité des moyens de défense incendie du site ;

CONSIDÉRANT également qu'il convient de faire usage de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité également à l'article 9.3.2.2 de son arrêté préfectoral pour l'installation de compostage toujours en cours d'exploitation sur le site et de l'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 pour la plateforme de stockage de bois ;

CONSIDÉRANT que les causes de cet accident sont à déterminer par l'exploitant ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Mise en demeure

La société RECYCLAGE ORGANIQUE MOBILE dont le siège est situé Zone Industrielle – 65 320 Bordères sur l'Echez est mise en demeure de respecter pour son site de Bordères sur l'Echez, dans un délai de 1 mois, :

- L'article 9.3.2.2 de l'arrêté préfectoral du site du 4 janvier 2020 relatif à la remise en état de la colonne d'aspiration de diamètre 100 mm avec une aire aménagée permettant la mise en œuvre des engins d'incendie destinée à l'extinction d'un incendie au niveau de l'aire de compostage, et assurant un débit de 60 m³/h pendant 2 heures, ou la mise en place de tout dispositif équivalent permettant de garantir les besoins en eaux estimés à 120 m³ au niveau de l'activité de compostage,

- L'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 susvisé concernant la mise en place d'un appareil d'incendie ou une réserve souple de 120 m³ destinée à l'extinction d'un incendie au niveau de la zone de stockage de bois.

Ces moyens de défense incendie, notamment leur emplacement et les exigences techniques, devront être validés en amont et ensuite réceptionnés par le service d'incendie et de secours afin de valider leur opérabilité.

ARTICLE 2 : Rapport d'accident

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de **15 jours** à compter de la notification du présent arrêté.

Il comporte, notamment :

- Les circonstances et la chronologie de l'événement ;
- L'analyse des causes et des conséquences de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement ;
- Les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme.

ARTICLE 3 : Gestion des eaux d'extinction

Les eaux d'extinction sont analysées selon des paramètres déterminés au regard des produits impliqués dans le sinistre et des substances susceptibles d'avoir été émises dans l'incendie.

Un examen de l'acceptabilité du rejet des eaux d'extinction en fonction des exutoires (eaux superficielles voisines, réseau d'assainissement, installations de traitement de déchets) est réalisé dans un délai de **15 jours par défaut** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Gestion des déchets liés au sinistre

Un programme de gestion des déchets présents sur le site et issus du sinistre est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de **15 jours par défaut** à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant procède à la gestion de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Remise en service

Dans l'attente de la mise en place effective des moyens de défense incendie conformément aux exigences réglementaires définies à l'article 1 du présent arrêté ainsi qu'au respect des conditions de stockage définies à l'article 2.4.3 de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 susvisé, tout nouvel apport ou opération de broyage de bois est interdit sur la plateforme de stockage de bois du site.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées, avant la remise en service de l'activité de réception de bois ou de broyage, de l'accomplissement de ces mesures. Les éléments justificatifs sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et transmis sur simple demande.

ARTICLE 2 : Sanctions

Si à l'expiration des délais fixés aux articles précédents, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement – consignation de sommes – travaux d'office – suspension de l'activité- astreinte journalière, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Bordères sur l'Echez et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Bordères sur l'Echez pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire ;

- Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Pau soit par courrier (50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex), soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

- Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5 : Exécution

- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées ;
 - M. le Responsable de l'UID DREAL 65/32 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ;
 - M. le Maire de la commune de Bordères sur l'Echez,
- sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée :

Pour notification, à :

- La SAS Recyclage Organique Mobile

Pour information, au :

- Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Tarbes,
- Commandant le Groupement de Gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

Tarbes, le **2 SEP. 2020**

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,

Sibylle SAMOYAUULT